

Les subsides

pays. Je suis certain que cela sera l'objectif de mon parti et le mien et je sais que mes électeurs m'appuient à ce sujet.

M. Scowen: Oh, oh!

M. Nystrom: Le député de Mackenzie (M. Scowen) n'aime pas cela. Je suppose qu'il tremble, mais je n'en suis pas certain. Même le premier ministre conservateur de sa province de Saskatchewan n'a pas démantelé la Potash Corporation of Saskatchewan. Il n'a pas démantelé Saskoil, une société d'État ni privatisé la Potash Corporation of Saskatchewan.

M. Gagnon: Il vend des actions de Saskoil.

M. Nystrom: Il vend des actions de Saskoil mais le gouvernement conserve le contrôle avec la majorité des actions. Mais il n'a pas du tout privatisé la Potash Corporation of Saskatchewan, la Mining Development Corporation of Saskatchewan et plusieurs autres sociétés d'État parce qu'elles sont populaires. Les gens de la Saskatchewan savent que c'est un moyen de conserver l'argent de la Saskatchewan en Saskatchewan pour l'avenir du Canada. C'est seulement depuis que nous avons un gouvernement conservateur que nous avons commencé à oublier cela.

Nous avons maintenant le plus gros déficit de toute l'histoire de notre province. Devant cet énorme déficit, même le député de Mackenzie est parfois embarrassé d'être conservateur. La même chose se produit en Alberta. C'est pour cela que les Albertains se détournent massivement des conservateurs et se joignent aux néo-démocrates, car ils savent qui parle pour l'Alberta. Ils savent que les députés conservateurs représentent les gros pétroliers, mais ils veulent savoir qui parle pour l'Albertain moyen.

Lors de l'élection partielle de Pembina ils ont montré par milliers que les néo-démocrates parlaient pour les Albertains moyens, et on a constaté la même chose lors des dernières élections provinciales. Les députés progressistes conservateurs de l'Alberta le savent très bien, monsieur le Président, et c'est pour cela qu'ils commencent à prendre peur, comme en témoigne leur récente réunion de stratégie au sujet de la menace néo-démocrate, la grande menace socialiste. Ils ont des réunions à ce sujet. Ils paniquent, ils savent que leurs électeurs se détournent d'eux.

● (1730)

L'un d'entre eux a eu le courage de s'exprimer, le député d'Edmonton—Strathcona. J'ai ici un article du *Globe and Mail* daté du 25 avril sous le titre: «Kilgour, le conservateur mécontent, encouragé par l'appui de ses électeurs». Je vais vous lire un passage de cet article. Je sais que les Albertains sont d'accord avec le député d'Edmonton—Strathcona. On peut lire:

David Kilgour, le progressiste conservateur limogé, disait hier qu'une visite d'une journée dans sa circonscription d'Edmonton sud l'avait convaincu qu'il avait bien fait de parler, il y a trois semaines, de l'aliénation de l'Ouest et de la corruption au gouvernement fédéral.

Je rappelle aux députés que c'est David Kilgour qui parle, pas Lorne Nystrom. Je n'ai pas parlé de corruption, je me suis contenté de répéter les propos qu'on lui prête. Voici la suite:

Le député d'Edmonton—Strathcona a dit que lorsqu'on a la conscience en paix et l'appui de ses électeurs, on ne peut pas en demander plus. Il a dit que sa conduite avait été complètement justifiée.

Il a reçu plus de mille appels et des centaines de lettres d'encouragement, et il continue à en recevoir. La plupart des électeurs qu'il a rencontrés à son bureau de circonscription et dans les restaurants d'Edmonton ont approuvé sa conduite, a-t-il dit.

«J'ai seulement répété ce que disent les Canadiens de toutes les régions du pays» a dit M. Kilgour, qui est entré au Parlement en 1979. «Nous voulons un gouvernement honnête et franc, et nous voulons que nos frères aident l'Alberta.»

Voilà un progressiste conservateur qui a dit publiquement ce que bien des députés conservateurs pensent en silence, je le sais. C'est pourquoi je me demande pourquoi ces députés conservateurs silencieux ne donnent pas leur opinion, je me demande qui est le porte-parole de l'Alberta à part le député d'Edmonton—Strathcona et vous, bien sûr, monsieur le Président.

C'est la raison pour laquelle les néo-démocrates se sont senti obligés de présenter une motion signalant que c'est la province de l'Alberta qui, d'après le Conference Board of Canada, a connu la pire performance économique.

Les Albertains sont abandonnés par le premier ministre actuel (M. Mulroney). Ils se demandent vraiment s'ils peuvent faire confiance au premier ministre. Il voit que le premier ministre est, comme l'a si bien dit le député d'Edmonton—Strathcona, pris dans le favoritisme politique jusqu'au coup: il nomme ses petits amis aux postes gouvernementaux.

Voilà pourquoi les Albertains se tournent vers nous pour présenter leurs arguments à la Chambre des communes.

Ils voudraient notamment que le gouvernement leur propose son plan de diversification de l'économie de l'ouest. Je relève, dans un article du *Herald* de Calgary, le 16 avril dernier, un journal très digne de foi, les propos du député de Calgary-Nord qui disait qu'il aurait bien voulu que la stratégie ait été dévoilée «hier» et ensuite les remarques suivantes, plus loin dans cet article:

... et le député de Calgary-Sud, Bobbie Sparrow, a déclaré que le plus tôt serait le mieux.

Certains députés albertains ne sont pas trop contents eux non plus de voir que l'annonce du plan de diversification économique de l'ouest traîne tant.

J'ai parlé dernièrement à des gens qui sont un peu au courant, et je tiens à mettre publiquement les choses au point.

Les délais s'accroissent. Il y a eu tout d'abord le vice-premier ministre (M. Mazankowski) et son bureau qui n'ont pas cessé de répéter que le plan s'en «venait», qu'il serait annoncé dans «quelques semaines». On a supposé qu'il serait divulgué en mars, puis en avril et ensuite en juin.